

<http://divergences.be/spip.php?article2291>



Réseau "Sortir du nucléaire"

Alerte nucléaire au Japon

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2011 - Avril 2011 - Français - RÉSISTANCES...RÉFLEXIONS... -

Date de mise en ligne : jeudi 31 mars 2011

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Il y a actuellement au Japon 2 centrales nucléaires en situation d'urgence et l'usine de retraitement de Rokkasho fonctionne sur des générateurs de secours :

â€” La centrale de Fukushima n°1 connaît un problème d'ordre mécanique du système de refroidissement du coeur nucléaire. Près de 2000 personnes habitant dans les environs, dans un rayon de trois kilomètres, doivent être évacuées. Les autorités ont renforcé l'état d'urgence nucléaire, et les médias japonais font état d'une fuite radioactive.

â€” La centrale d'Onagawa, où le processus de refroidissement du coeur nucléaire ne se déroule pas comme prévu

11 réacteurs nucléaires ont été arrêtés en urgence pendant le séisme. On ignore comment sont actuellement refroidis ces 11 réacteurs arrêtés en urgence, dont il faut absolument refroidir le combustible sous peine d'une fusion nucléaire du coeur.

Plusieurs questions demeurent sans réponse :

â€” Les réacteurs sont-ils toujours alimentés en électricité par des sources d'énergie extérieures ou bien sont-ils alimentés par des groupes électrogènes ?

â€” Combien de temps peuvent-ils tenir, sans source électrique externe, pour refroidir les coeurs nucléaires sans risquer la fusion nucléaire ?

â€” Les 5 centrales nucléaires japonaises de la côte Pacifique ont-elles été inondées par le tsunami ?

Ce séisme dévastateur montre que le nucléaire est un colosse aux pieds d'argile.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" rappelle que les tremblements de terre n'arrivent pas qu'en extrême-orient. Nous avons révélé en juillet 2007 que les centrales nucléaires françaises n'étaient pas aux normes sismiques et qu'EDF avait falsifié les données sismiques de ses centrales nucléaires pour ne pas supporter des travaux de mise aux normes trop onéreux. Cette situation perdure aujourd'hui.

Notons que les autorités ont rejeté mercredi dernier la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim (Alsace), pourtant située dans une zone qui a connu des secousses sismiques de magnitude importante par le passé.

Les centrales nucléaires de bord de mer de la France ne sont pas non plus protégées des tsunamis et tout particulièrement la centrale nucléaire du Blayais qui a connu une inondation dramatique en décembre 1999.

Par ailleurs, le Réseau "Sortir du nucléaire" a rédigé une note sur les dégâts occasionnées par un séisme sur la plus grande centrale nucléaire au monde à Kashiwazaki-Kariwa au Japon en juillet 2007.

Il est plus qu'urgent de sortir du nucléaire.

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L116xH115/nucleaire-ed3b3.jpg>

Rassemblement unitaire le dimanche 20 mars à 15 h à Paris devant l'Assemblée nationale

APPEL SOLENNEL

au gouvernement français suite à la catastrophe nucléaire au Japon

Le peuple japonais affronte actuellement une tragédie sans précédent. Une catastrophe naturelle, avec des conséquences humaines, sanitaires et économiques. Et une catastrophe nucléaire majeure.

À ce jour, trois fusions partielles de cœurs, deux incendies de combustible usé et cinq explosions d'hydrogène sont survenues dans la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, qui depuis le séisme et le tsunami du 11 mars dernier, relâche des quantités colossales de radioactivité dans l'air et l'environnement. Une fusion totale des cœurs, voire une explosion avec une grande quantité de rejets radioactifs, n'est pas à exclure. Malgré une communication d'informations parcellaires ou contradictoires, nous pressentons que nous sommes face à une situation d'une gravité sans précédent.

La situation au Japon est d'ores et déjà alarmante et s'aggrave d'heure en heure. Des centaines de travailleurs japonais sacrifient actuellement leur vie pour tenter d'éviter que le pire ne se produise.

Alors même que la catastrophe est en cours, des quantités massives de substances radioactives ont été libérées dans l'atmosphère et l'océan. Des taux de radioactivité plusieurs centaines de fois supérieurs à la normale sont déjà mesurés à plus de 100 km de la centrale de Fukushima. C'est une vaste région du Japon qui subit à l'heure actuelle une contamination radioactive qui pourrait se propager à tout le pays, voire au-delà.

Nous, associations, syndicats et partis politiques, exprimons toute notre solidarité au peuple japonais et en premier lieu aux travailleurs du nucléaire qui tentent d'éviter le pire au péril de leur vie.

Cette situation alarmante nous rappelle que le nucléaire est une énergie qui n'est ni propre, ni sûre, ni à même de répondre au défi majeur du changement climatique, et qu'il soumet les populations et les travailleurs à des risques insensés, d'un bout à l'autre de la filière. Plus encore lorsque les centrales sont vieillissantes : au Japon, le réacteur n°1 de Fukushima Daiichi devait être arrêté définitivement le mois dernier, mais la prolongation de son fonctionnement pendant 10 ans venait d'être décidée... Quel choix tragique !

Ce nouvel accident nucléaire majeur met à nouveau à jour les risques inhérents à toute installation nucléaire et met à mal de façon définitive et indéniable le mythe de la sûreté et de la sécurité du nucléaire.

L'impuissance dramatique de l'homme face à l'emballement des réacteurs au Japon a provoqué la remise en question immédiate du nucléaire dans plusieurs pays (Allemagne, Suisse, Inde, États-Unis...)

En France, la politique énergétique a toujours échappé au débat démocratique, et plus particulièrement le développement de la filière électronucléaire. Les décisions sont prises au plus haut niveau de l'État, sans que les citoyens ne soient jamais consultés, alors que cette question concerne pourtant l'avenir de la population tout entière.

Sera-t-il nécessaire d'attendre un nouvel accident nucléaire pour que les autorités françaises organisent enfin un réel débat sur le modèle énergétique français en toute indépendance de l'industrie nucléaire et de son lobby ?

Pour faire face à la pénurie croissante des ressources fossiles, aux risques inacceptables du nucléaire, et à la

nécessité de réduire nos émissions de gaz à effet de serre, les solutions alternatives existent, aujourd'hui. Elles s'appuient sur la réduction de nos consommations, par la sobriété et l'efficacité énergétique, et sur le développement des énergies renouvelables. Cette transition énergétique est inéluctable, ses modalités et sa planification nécessitent la tenue d'un grand débat démocratique et citoyen.

Le Président Sarkozy a annoncé que la France devait tirer les conséquences de l'accident japonais. Nous prenons aujourd'hui sa déclaration au mot.

NUCLÉAIRE : NOUS VOULONS AVOIR LE CHOIX !

Nous, associations, syndicats et partis politiques, adressons solennellement ces demandes communes au gouvernement français :

Nous voulons :

â€” L'arrêt de tous les projets électronucléaires en cours (EPR de Flamanville, ligne THT Cotentin-Maine, EPR de Penly, ITER, Bure et projets de centres de stockage des déchets nucléaires issus de la filière électronucléaire...) tant que les citoyens n'auront pas été en mesure de se prononcer démocratiquement sur notre politique énergétique et sur le recours à l'énergie nucléaire, y compris si nécessaire par un référendum

â€” Le renoncement à la prolongation de l'exploitation des réacteurs ayant atteint ou dépassé les 30 ans de fonctionnement

â€” L'arrêt complet de tous les projets portés à l'étranger par l'industrie nucléaire française.

<http://groupes.sortirdunucleaire.org/alerte-japon/cp.php#>